**«Le policier m’a dit : "Va demander l’asile en Italie"»**

Par [François Carrel, Envoyé spécial à Briançon (Hautes-Alpes)](https://www.liberation.fr/auteur/3344-francois-carrel) — 15 décembre 2020 à 18:36

## A la frontière franco-italienne, une délégation d’élus a pu observer début décembre les stratégies de la police aux frontières pour empêcher l’accès des migrants au territoire. Sur place, les associations qui tentent de leur porter secours notent un durcissement de la politique migratoire.

Il fait -5 °C en cet après-midi de décembre au col de Montgenèvre, à 1 850 mètres d’altitude sur la frontière franco-italienne, au-dessus de Briançon. Une colonne d’une vingtaine de migrants apparaît dans un sous-bois, derrière un village vacances désert, remontant laborieusement la pente dans une couche épaisse de neige fraîche. Des gens à la peine, encadrés par des agents de la police aux frontières (PAF) qui viennent de les intercepter.

Ils sont très exactement 23, presque tous afghans. Deux femmes livides, à bout de souffle, peinent à progresser, soutenues par les hommes, parfois par les policiers qui les exhortent à avancer. Trois jeunes enfants, dont l’un n’a pas 4 ans et serre contre lui un ours en peluche protégé par un sac transparent, avancent bravement. La troupe trimballe de maigres baluchons, les visages sont marqués par l’effort, l’anxiété, le froid.

Les maraudeurs de l’Unité mobile de mise à l’abri, regroupant l’association briançonnaise Tous migrants et Médecins du monde (MDM), se précipitent. Ils foncent sur les plus fragiles, crient en anglais «qui a besoin d’un docteur ?», réchauffent les mains glacées des enfants. La médecin Ariane Junca repère en queue de colonne une Afghane effondrée dans la neige : enceinte de huit mois, elle se plaint du bas-ventre. Une policière secouriste est auprès d’elle, les échanges avec la toubib sont tendus. Plus haut le ton monte aussi entre solidaires et forces de l’ordre : «Ils ont besoin d’aide, de secours», s’emporte Stéphanie, maraudeuse, un enfant dans les bras. «Nous allons les mettre à l’abri au poste de la PAF. Vous nous faites perdre du temps : laissez-nous faire notre travail !» rétorque un gradé excédé.

### «Honte immense»

Assistés par les maraudeurs et les policiers, les migrants rejoignent tant bien que mal une route enneigée où ils sont embarqués dans les véhicules des forces de l’ordre, direction le poste-frontière. La femme enceinte, en contrebas, ne peut plus bouger. Affolée, elle répète : «Où sont mes enfants ?» Elle sera brancardée vingt minutes plus tard puis évacuée directement vers l’hôpital de Briançon par les pompiers appelés en renfort. Ariane Junca fulmine : «Il y a une mise en danger de ces personnes, par incapacité de gestion de leur vulnérabilité : les agents n’ont les compétences ni pour évaluer leur état de santé ni pour les traiter.»

La scène est observée par l’eurodéputé écologiste Damien Carême : il est pour deux jours à Briançon, au sein d’une délégation comprenant l’Association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita) dont il est le président, l’Association nationale d’assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) et MDM. Le visage fermé, il confie «sa honte immense» au moment de croiser les regards de ces exilés : «Insupportable. Ce n’est pas comme ça que nous concevons l’accueil.»

Deux autres élus de la délégation sont au même moment en visite au poste de la PAF, au bord de la route qui relie l’Italie à Briançon, à la sortie de la station de ski de Montgenèvre. Les associations et la presse n’ont pas été autorisées à entrer. Guillaume Gontard, sénateur de l’Isère, président du groupe écologiste au Sénat, et Myriam Laïdouni-Denis, conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes, tous deux membres actifs de l’Anvita, sont coutumiers de ces visites aux frontières.

Le commandant de la PAF vient de leur expliquer qu’associations et maraudeurs sont «un accélérateur des flux de migrants» et participent à leur mise en danger en «les poussant à prendre des chemins dangereux», quand les interpellés sont amenés. La situation à l’intérieur est chaotique, témoignera plus tard Myriam Laïdouni-Denis : «C’était la panique.» Les agents, tendus sous les yeux des élus, s’efforcent de gérer ce gros groupe de migrants dont plusieurs sont mal en point. Dehors, vingt militants italiens No Border, au courant de la visite de la délégation, manifestent et bloquent la circulation sous les yeux des gendarmes imperturbables. Déjà la nuit commence à tomber, les véhicules des pompiers se succèdent : un régulateur de l’hôpital de Briançon a été dépêché sur place et cinq Afghans sont peu à peu évacués, plusieurs sur brancard.

En sortant du poste, les élus témoignent : la PAF délivre systématiquement des refus d’entrée, même à ceux qui déclarent demander l’asile. Treize d’entre eux, enfants et membres des familles des malades hospitalisés, seront malgré tout transférés vers Briançon pour les rejoindre ; les autres seront remis à la police italienne. Damien Carême constate : «C’est du refoulement. La France, à ce que je sache, reste pourtant signataire de la convention de Genève !» Guillaume Gontard fustige «l’absurdité d’un système coûteux qui ne marche pas. Les agents le reconnaissent eux-mêmes, à mots couverts : aucune frontière n’est étanche».

Pour les solidaires locaux, engagés dans leur cinquième hiver de mobilisation, la présence de cette délégation n’a pas de prix. «Nous sommes épuisés et bien peu d’élus s’intéressent à ce qui se passe ici», souffle Agnès Antoine, l’un des piliers de l’association Tous migrants. C’est la troisième visite d’élus seulement depuis que les migrants ont commencé à affluer ici, à partir de 2016. Actuellement, ils sont des dizaines à tenter chaque jour de passer. Nombre d’entre eux réussissent. «Leur profil a changé, précise Agnès Antoine. Jusqu’ici, c’étaient surtout de jeunes Africains, on voit désormais beaucoup de familles venues d’Iran, d’Afghanistan, du Pakistan ou de Syrie, via les Balkans.» Ariane Junca, de MDM, fait le bilan : «Depuis le 1er septembre, en 40 missions, nous avons secouru 135 personnes, dont plus de 30 enfants. C’est deux fois plus que pour tout l’hiver dernier.»

### «Epuisés»

Depuis la mi-novembre, la présence des forces de l’ordre a été renforcée à Briançon, passant d’environ 60 à plus de 120 personnels. Tous migrants dénonce l’amplification du «harcèlement policier» des migrants, mais aussi des maraudeurs. «65 exilés ont été arrêtés sous nos yeux depuis septembre» pour être refoulés vers l’Italie, confirme Ariane Junca, inquiète des fragilités de cette nouvelle population. «Si ces familles se mettent à emprunter des chemins encore plus détournés cet hiver, on va vers de nouveaux drames», alerte Agnès Antoine.

Cinq migrants ont déjà péri dans la montagne briançonnaise depuis 2017. En leur hommage, la délégation se rend sur une tombe totalement isolée dans un recoin du cimetière de Saint-Martin-de-Queyrières. [Blessing Matthew, Nigériane de 18 ans, s’est noyée dans un torrent un matin de mai 2018,](https://www.liberation.fr/france/2019/05/08/sur-les-traces-de-blessing-matthew-migrante-nigeriane-noyee-dans-la-durance_1725483) en tentant d’échapper à un contrôle de gendarmerie après un passage de frontière nocturne. «Blessing, on ne t’oublie pas. Dans ta mort horrible, c’est un peu de nous-mêmes que tu as emporté : cette nuit-là, nous n’avons pas pu te sauver», souffle Agnès Antoine. Le parquet de Gap a classé sans suite l’enquête préliminaire, un juge a ensuite refusé la constitution de partie civile de la sœur de Blessing et de Tous migrants, sans ouvrir d’enquête judiciaire. Un appel est en cours.

Le lendemain, la délégation est à Oulx, première ville italienne derrière la frontière, dans l’un des deux lieux d’accueil informels de la commune. Le pasteur Davide Rostan, bénévole de ce refuge, précise : «Nous avons 10 à 12 personnes en moyenne chaque soir, 27 avant-hier… Ils partent au matin vers Montgenèvre, Turin, le tunnel du Fréjus. On le sait, les autorités le savent, la fermeture de la frontière est impossible. Nous jouons un rôle indispensable, et ça arrange bien la préfecture.»

Dans le dortoir, la délégation retrouve deux des migrants refoulés la veille par la PAF. Hamami, Tunisien de 28 ans, exhibe son récépissé de refus d’entrée sur le territoire qu’il a signé en ajoutant «demande l’asile». La mention a été biffée : «Le policier m’a dit : "Va demander en Italie, c’est un bon pays, pas une dictature."» Emilie Pesselier, coordinatrice à l’Anafé, constate : «Ce refus est illégal ! Même avec les accords de Dublin on a le droit de demander l’asile dans le pays de son choix. C’est ensuite à l’instruction de la mesure que l’on pourra opposer au demandeur l’accord de Dublin.» Une Afghane enceinte de quatre mois, qui veut elle aussi demander l’asile en France, n’a pas le temps de livrer son histoire : elle file prendre un bus pour repartir vers la frontière.

Durant leur visite, élus et permanents des associations ont multiplié les réunions avec les acteurs locaux : «Nous croyons au tressage des énergies. Au-delà du plaidoyer politique pour l’accueil des exilés, nous sommes là aussi pour travailler avec associations et élus locaux à des solutions concrètes face à l’urgence et pour agir sur les droits», explique Myriam Laïdouni-Denis. Les élus de l’Anvita forcent des portes fermées : ils ont ainsi été reçus à Gap par la préfète des Hautes-Alpes, Martine Clavel. Comme à la PAF, les associations n’étaient pas invitées. Guillaume Debrie, coordinateur régional de MDM membre de la délégation, grince : «Ces derniers mois, nous n’avons plus aucun contact avec les autorités, ni avec l’Agence régionale de santé, alors que la permanence d’accès aux soins de Briançon a été suspendue. Notre action ici s’apparente à ce qu’on est amenés à mettre sur pied en zone de crise étrangère…»

### «Refus illégal»

En sortant de la préfecture, Myriam Laïdouni-Denis résume : «Le mode opératoire constaté hier à la PAF est dans le droit fil des instructions de la préfète. Elle affirme qu’il n’y a pas de demande d’asile possible sur cette frontière, dans le contexte européen. Cette interprétation erronée de la loi entraîne une forme d’entrave à l’accès au droit d’asile.» Guillaume Gontard élargit : «En renforçant les forces aux frontières, le gouvernement mène une politique d’affichage inefficace et monte d’un cran sur la restriction des droits, sans qu’aucun moyen ne soit mis sur un minimum d’accueil. Une autre politique est possible.»

Les risques du durcissement étatique sont avérés : l’Afghane et le Tunisien demandeurs d’asile croisés au refuge d’Oulx ont été secourus le soir-même par le peloton de gendarmerie de haute montagne de Briançon. Ils étaient en hypothermie au col frontalier de Bousson, à 2 154 mètres, au-dessus de Montgenèvre. Le drame a été évité de justesse grâce aux maraudeurs qui ont donné l’alerte.

[François Carrel Envoyé spécial à Briançon (Hautes-Alpes)](https://www.liberation.fr/auteur/3344-francois-carrel)